

Print

Yémen / Arabie Saoudite : Arabie saoudite versus Houthistes 2/2

De [René Naba](#)

Global Research, mai 04, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/yemen-arabie-saoudite-arabie-saoudite-versus-houthistes-22/5447191>



Les enjeux énergétiques : le Détroit d'Ormuz

Veine jugulaire du système énergétique mondial, le golfe arabo persique constitue, de l'avis de nombreux observateurs, un possible point d'impact dérivé de la confrontation entre l'Iran et l'Arabie saoudite du fait de la guerre du Yémen.

Un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial, le golfe arabo-persique sert en même temps de gigantesque base militaire flottante de l'armée américaine, qui s'y ravitaille à profusion, à domicile, à des prix défiants toute concurrence, auprès de ses protégés pétromonarchies. Tous, à des degrés divers, y paient leur tribut, accordant sans états d'âme, des facilités à leur protecteur. La zone est, en effet, couverte d'un réseau de bases aéronavales anglo-saxonnes et françaises, le plus dense du monde

Voie d'eau d'un millier de km de long et dont la largeur avoisine 50 km dans sa partie la plus resserrée, le Golfe est une zone de jonction entre le Monde arabe et le Monde perse, entre le sunnisme et le chiisme, les deux grands rameaux de l'Islam. Elle borde l'Iran, qui se veut le fer de lance de la Révolution islamique, l'Irak, qui s'est longtemps présenté comme la sentinelle avancée du flanc oriental du Monde arabe, ainsi que six monarchies pétrolières de constitution récente, faiblement peuplées et vulnérables, mais dont la production de brut vient au premier rang du monde.

C'est aussi une zone intermédiaire entre l'Europe, dont elle est le premier fournisseur de pétrole, et, l'Asie, qui seraient les premières touchées par une éventuelle interruption du trafic maritime. Le Golfe soutient, enfin, selon les stratèges occidentaux, le fameux « arc de l'islam » de la confrontation dans le tiers-monde, qui va de l'Afghanistan à l'Angola en passant par la Corne de l'Afrique.

La plus forte armada de l'après Vietnam y était concentrée durant la guerre irako iranienne (1979-1989). Pas moins de 70 navires, avec au total 30.000 hommes, appartenant aux flottes de guerre américaine, soviétique, française et britannique croisaient dans les eaux du Golfe, le détroit d'Ormuz, la Mer d'Arabie et le nord de l'Océan indien. A cette armada s'ajoutaient les flottes consacrées à la défense côtière des pays de la région.

Lors de l'extension du conflit irako-iranien, à la suite de la décision de l'Irak de décréter une « zone d'exclusion maritime », 540 bâtiments (pétroliers, cargos) ont été coulés ou endommagés -soit près double du tonnage coulé pendant la 2^{me} Guerre mondiale (1939-1945), transformant cette voie d'eau en un gigantesque cimetière marin.

Une fermeture totale du Détroit d'Ormuz, par où transitent 90 pour cent du pétrole produit par le Golfe, priverait l'Occident du quart de sa consommation quotidienne d'énergie. Vingt mille navires empruntent cette autoroute maritime chaque année, transportant le tiers du ravitaillement énergétique de l'Europe. La flotte américaine a installé à Manama (Bahreïn) le quartier général de la Vème flotte, en charge de l'Océan Indien. Elle dispose en outre de facilités à l'île de Massirah (Sultanat d'Oman), ainsi que sur la rive africaine de l'Océan indien, à Berbera (Somalie), à Mombasa (Kenya) et dans l'île britannique de Diégo Garcia.

Le Monde arabe regroupe trois des principales voies de navigation transocéaniques, mais n'en

contrôle aucune. Le détroit de Gibraltar, qui assure la jonction entre l'Océan Atlantique et la Mer Méditerranée, est sous observation de la base anglaise située sur le promontoire de Gibraltar, une enclave située sur le territoire de l'Espagne. La jonction Méditerranée-Mer Rouge est sous le contrôle des bases anglaises situées aux deux extrémités du Canal de Suez (les bases de Dekhélia et d'Akrotiri (Chypre) et la base de Massirah (Sultanat d'Oman).

Enfin, le passage golfe arabo persique Océan indien est sous l'étroit contrôle du chapelet de bases de l'Otan : le camp franco-américain de Djibouti, la base aéronavale française d'Abou Dhabi, le QG du Centcom du Qatar, et la base aéronavale américaine de Diego Garcia.

En vertu du principe de la liberté de navigation, la totalité des voies de passage transocéaniques, à l'exception du Détroit de Behring, sont sous contrôle de l'Occident. Du Détroit de Gibraltar au Détroit du Bosphore, au Détroit des Dardanelles, au Détroit de Malacca, au détroit d'Ormuz.

Si la Chine a réussi à contourner ce goulot d'étranglement en développant sa « stratégie du collier de perles » par l'aménagement d'un chapelet de ports amis le long des ses voies de ravitaillement, du Sri Lanka à l'Afrique orientale, à l'Europe avec la zone franche du Pirée, de même que la Russie avec Tartous et Banias, sur la côte syrienne de la Méditerranée, cela n'a pas été le cas pour le monde arabe.

Au-delà de la mise au pas de ces deux pays récalcitrants à l'hégémonie occidentale, la double épreuve de force contre la Syrie et l'Iran sous-tend, en complément, une opération de contournement du détroit d'Ormuz par substitution de la voie terrestre à la voie maritime du transport des hydrocarbures du Golfe vers l'Europe, via les ports méditerranéens de la Turquie, à travers le projet TAP, l'oléoduc trans-anatolien chargé d'acheminer vers l'Europe la production de brut des pétromonarchies et de l'Irak. Le développement de la capacité de l'oléoduc de l'ancienne IPC (Irak Petroleum Cy) des champs pétroliers du nord de l'Irak vers le terminal syrien de Banias figure également dans les projets des pétroliers, en cas de chute du régime syrien, réduisant ainsi la trop grande dépendance de l'Europe occidentale vis-à-vis des hydrocarbures de l'Algérie et de la Russie, deux pays hors de la sphère de l'Alliance Atlantique.

Un impératif au regard de l'évolution du trafic maritime mondial : sur les vingt plus grands ports porte-conteneurs du Monde, treize se trouvent en Asie, un continent qui assurera, en l'an 2020, plus de la moitié des productions mondiales. Dans la perspective d'une épreuve de force, les États-Unis ont aménagé une base de drones en Arabie saoudite et parachevé un nouveau système radar au Qatar en complément de ceux déjà installés en Israël et en Turquie pour former un vaste arc régional de défense antimissile, alors qu'Abou Dhabi confiait la protection de ses champs pétrolifères à une firme israélienne dirigée par l'ancien député de gauche Yossi Sarid et l'Arabie saoudite, le contrôle passager de l'aéroport de Djeddah, voie d'entrée des centaines de milliers de pèlerins vers la Mecque, à un sous-traitant saoudien d'une firme israélienne chargée du traitement des prisonniers palestiniens des territoires occupés.

Sur le plan régional : Sous prétexte du danger d'un axe chiite, une démonstration de force du pacte sunnite de la contre-révolution arabe

Paris- La nouvelle guerre du Yémen a éclaté en 2004 à la suite de la capture des principaux chefs houthistes et la mort au combat de leur chef, Hussein Al Houthi, tué en septembre de cette année là par un missile au cours d'une opération clandestine de la CIA en représailles contre l'attentat contre le destroyer Cole. Hussein, figure de proue du mouvement, a été remplacé depuis lors par son frère Abdul Malik.

À la tête du pays depuis trente deux ans (1978), le président Ali Abdallah Saleh avait alors accusé ses rebelles de vouloir renverser son régime pour rétablir l'imamat zayidite, aboli en 1962 à Sanaa, et d'être manipulés par l'Iran. Les Houthistes, quant à eux, se plaignent d'avoir été marginalisés par le gouvernement sur le plan politique, économique et religieux, et demandent le rétablissement du statut d'autonomie dont ils bénéficiaient avant 1962. Ils assuraient défendre une identité menacée selon eux à la fois par la politique du pouvoir central, qui maintiendrait leur région dans le sous-développement, et par la poussée d'un fondamentalisme sunnite à l'égard duquel Sanaa entretient souvent l'ambiguïté.

Issus du courant religieux chiite zayidite, les Houthistes habitent sur les hauts plateaux yéménites et notamment la province de Saada (Nord du pays) et présentent de nombreuses différences au niveau du dogme par rapport aux chiites duodécimains iraniens. Ils représentent 30 pour cent environ des 22,2 millions de Yéménites qui sont en majorité sunnites. De plus, ils partagent de nombreuses interprétations religieuses avec la majorité sunnite chaféite. Les houthistes dénie toute instrumentalisation de leur cause par une puissance étrangère et insistent au contraire sur l'aide que le royaume saoudien apporterait au président.

Minoritaires, certes, les opposants bénéficient néanmoins du soutien d'une fraction de l'armée yéménite fidèle à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, chassé du pouvoir en 2012 et d'un encadrement logistique et militaire des « Gardiens de la Révolution » iranienne.

Mais au-delà du conflit inter tribal, les Yéménites nourrissent de solides griefs à l'égard de l'Arabie saoudite à laquelle ils reprochent, au delà du contentieux territorial, d'avoir longtemps entretenu l'instabilité dans le pays en alimentant directement le budget de la défense, contournant ainsi le pouvoir d'état au bénéfice alternatif des deux principales confédérations tribales : les Beni Hached et les Bakil. Cheikh Abdallah Hussein Al Ahmar, homme fort de la tribu des Hached, dirigeant du parti d'Al Islah (la réforme) et Président du Parlement yéménite, passe pour bénéficier des subsides saoudiens dans la nouvelle confrontation. Le parti Islah, à l'instar du Hamas Palestinien, a cédé à son clientélisme habituel, cautionnant cette intervention sur la même base sectaire que la Confrérie des Frères Musulmans, pourtant criminalisés par le royaume.

Empruntant un mode opératoire identique à la répression du Bahreïn (1), l'équipée collégiale du pacte sunnite dans une guerre disproportionnée contre le pays le plus pauvre du Monde arabe signe la faiblesse du régime saoudienne et sa crainte d'une nouvelle déconfiture militaire comparable à sa précédente aventure au Yémen en 2009. « Pour un royaume habitué au « soft power » et qui a longtemps sous-traité sa sécurité aux États-Unis, ce qui ressemble au départ à une escarmouche se transforme très vite en épreuve. Elle est suivie de très près par les Américains, appelés à la rescousse pour ravitailler l'armée saoudienne. » Il s'agit de l'engagement le plus significatif depuis qu'Abdel Aziz a combattu pour établir le royaume saoudien », il y a plus d'un siècle, écrit en décembre l'ambassade américaine à Riyad, selon un télégramme obtenu par WikiLeaks et révélé par Le Monde.

Mais le bilan dressé par les Américains des bombardements saoudiens jugés « disproportionnés », aussi massifs qu'imprécis dans un théâtre d'opération montagneux, est particulièrement sévère, même si au final les Saoudiens assurent avoir repoussé les rebelles. Au point que lors d'une rencontre avec le vice-ministre saoudien de la défense qui a dirigé les opérations, le prince Khaled Ben Sultan, quelques semaines plus tard, l'ambassadeur américain s'inquiète du bon usage fait par l'aviation saoudienne des images prises par satellite transmises par les États-Unis. L'ambassadeur présente au prince la photo d'un bâtiment bombardé qui, selon les États-Unis, est un hôpital. « Cela me dit quelque chose », remarque le prince, avant d'ajouter : « Si nous avions eu des Predator, peut-être que nous n'aurions pas eu ce genre de problème. » Et le prince de mettre en cause la qualité des informations données par les Yéménites, relate Gilles Paris dans le Journal le Monde en date du 7 Décembre 2012 dans un article intitulé « WikiLeaks : les ombres d'une campagne saoudienne ».

Dans la nouvelle expédition du Yémen, l'Arabie saoudite dispose de Predator et d'un PC conjoint avec les Américains sans pour autant qu'il soit assuré de l'issue de la bataille. Un mois après le début de l'offensive saoudienne, alors que la bataille marque le pas, les Américains ont fait appareiller vers le Golfe d'Aden le porte-avions Theodore Roosevelt et le croiseur lance-missiles Normandy en vue d'épauler leurs alliés monarchiques

Démonstration de force ou combat d'arrière garde du pacte sunnite ?

Le vent de panique qui s'est emparé de l'Arabie saoudite aux premiers soulèvements populaires arabes, en Tunisie et en Égypte, a déclenché un branle bas de combat sans précédent dans la péninsule arabique, avec le rattachement d'office de la Jordanie et du Maroc au syndicat des pétromonarchies du Golfe et l'opération de police à Bahreïn. Une opération sans risque face une opposition civile désarmée, dans un pays qui abrite la base navale de la 5eme flotte

américaine pour la zone Golfe Océan indien.

L'équipée du Yémen relève toutefois d'un autre registre. Première guerre frontale du Royaume depuis sa fondation en 1929, elle traduit une rupture avec la stratégie oblique pratiquée par les wahhabites dans leur confrontation avec leurs rivaux depuis la fondation du Royaume.

Que cela soit au Yémen, dans la décennie 1960 contre les républicains nassériens, ou en Afghanistan, dans la décennie 1980, contre l'Union Soviétique, via les « arabes afghans », ou encore contre l'Iran Khomeiniste, dans la décennie 1980, via l'irakien Saddam Hussein, un dirigeant qui se réclamait pourtant d'une idéologie nationaliste et laïque, qui se muera en factotum de monarques rétrogrades et tribaux et en paiera le prix en termes d'ingratitude ; ou enfin en Syrie (2011-2015), via les djihadistes takfiristes du prince Bandar Ben Sultan.

La coalition anti Yémen, un assemblage hétéroclite d'obligés du Royaume

Sans doute l'effet du hasard, qui n'en est pas moins révélateur, l'annonce du décès du Roi Abdallah le 23 janvier 2015 est intervenue, alors que le Yémen plongeait dans le chaos à la suite de la démission collective du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi de son gouvernement, sous les coups de butoir de la milice chiite Ansar Allah et que Riyad se hâtait de dresser un mur de 900 kilomètres à sa frontière avec l'Irak pour se protéger d'une invasion par les djihadistes de l'état islamique autoproclamé.

L'objectif officiel de la guerre est de rétablir la légalité au Yémen avec le retour du président Abd Rabbo Hadi Mansour. Son objectif sous-jacent : la partition du Yémen et l'aménagement d'une zone de sécurité pour y installer un gouvernement fantoche à la dévotion des princes d'Arabie en vue d'y mener une guerre d'usure contre leurs adversaires. Mais la coalition mise sur pied pour châtier le Yémen représente un assemblage hétéroclite d'obligés du Royaume, ayant tous participé dans leur quasi totalité à la contre révolution lors de la séquence dite du « printemps arabe » (Arabie, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Jordanie, Maroc).

Cette « tempête décisive », impressionnante par son déploiement, représente 150 000 militaires et 100 avions de combat, avec une contribution de onze pays : Les Émirats arabes unis 30 avions de combat ; Bahreïn et Koweït 15 appareils chacun et le Qatar 10.

Jadis rivale sur le plan arabe de l'Arabie saoudite et rescapé du néo islamisme de la confrérie des Frères Musulmans avec l'aide saoudienne, l'Égypte est réduite de ce fait au rang d'escorteur. Elle a dépêché quatre navires de guerre pour sécuriser le Golfe d'Aden et le Détroit de Bab El Mandeb (le Détroit des Lamentations) et participé à des manœuvres conjointes égypto-saoudiennes sur le territoire saoudien en vue de donner de l'assurance et de la contenance aux saoudiens.

Le Soudan, dont le président Omar Al-Bachir, sous le coup d'un mandat de justice internationale pour crime contre l'humanité au Darfour, opère là un retour remarqué sur la scène internationale, en consentant à l'envoi de « chair à canon » pour la défense du meilleur allié de ses bourreaux occidentaux. Ferment le ban, la Jordanie et le Maroc, les deux alliés stratégiques souterrains d'Israël dans le Monde arabe, le Hachémite au Machreq et l'Alaouite au Maghreb.

Le Pakistan, longtemps chargé de la défense de l'espace aérien saoudien, traîne les pieds dans une opération qu'il présume sans doute aléatoire. Le sultanat d'Oman, lieu des rencontres secrètes entre les États Unis et l'Iran, s'est abstenu de participer à cette expédition punitive, lancée le 25 mars 2015, en vue de préempter les décisions du sommet arabe à Charm El Cheikh (Égypte) qui devait se tenir le lendemain, en le plaçant devant le fait accompli, alors que l'Iran finalisait un accord international sur l'usage de sa capacité technologique nucléaire.

La participation du Qatar à cette équipée pose le problème des arrières pensées du rival wahhabite en ce que bon nombre d'observateurs arabes n'excluent pas l'idée que le minuscule émirat n'ait voulu créer les conditions d'un enlèvement saoudien dans le conflit yéménite à l'effet de donner à Doha une plus grande marge manœuvre diplomatique sur le plan régional. Dans cette perspective la participation du Qatar l'expédition punitive collective monarchique

s'apparente fort à un « baiser de judas ».

Le refus de la Turquie et du Pakistan, deux grandes puissances militaires sunnites, de participer à la foire d'empoigne saoudienne a retenti comme un camouflet majeur pour la cohorte des roitelets du Golfe.

Cinquante mille (50.000) « arabes afghans » contre l'Union soviétique en Afghanistan et 150.000 soldats contre le Yémen et pas une mobilisation contre Da'eich, leur excroissance générative. Pas un réserviste pour La Mosquée Al Aqsa de Jérusalem, 3^{me} haut lieu de l'Islam, occupé depuis 48 ans par Israël et dont le gardien des hauts lieux de l'Islam en a théoriquement la garde en partage avec le hachémite de Jordanie ?

Sous couvert du combat contre l'expansionnisme de « l'axe chiite », l'objectif subliminal de cette guerre du bloc sunnite paraît destinée à entraver tout rapprochement des pays occidentaux avec l'Iran, chef de file du courant chiite et de l'axe de la contestation à l'hégémonie israélo-américaine dans la zone, avec de solides points d'ancrage en Irak, du fait saoudo-américain, en Syrie, au Liban, via le Hezbollah enfin au Yémen. Dans une démonstration de force destinée à témoigner de sa détermination à mettre en échec les armes saoudiennes, l'Iran a dépêché une demie douzaine de patrouilleurs, forçant les États-Unis à faire pression sur son allié saoudien pour un arrêt des raids aériens.

L'échec de l'Arabie saoudite dans sa première épreuve de force directe sur la scène internationale ferait voler en éclat dispositif arachnéen de la stratégie énergétique façonnée par les États Unis depuis la découverte du pétrole au début du XX^{me} siècle, nonobstant les lourdes conséquences sur la structure du régime du pouvoir saoudien. Et, corrélativement à l'issue de la guerre de Syrie, l'expédition du Yémen déterminera, sans nul doute, la hiérarchie des puissances dans l'ordre régional.

Salmane aux forces armées : « Que Dieu ait en sa sainte miséricorde les Juifs. Je m'appelle Kamal (la plénitude ou la perfection) »

Dans ce combat décisif, déterminant pour l'avenir du royaume, Le roi Salmane a mobilisé la religion. Devant un parterre d'officiers supérieurs réunis au palais royal, à la veille de l'offensive saoudienne, le Roi Salmane a assuré ses gradés que son armée avait engagé le combat pour défendre en premier lieu « l'Islam et le pays abritant les deux saintes mosquées de l'Islam (La Mecque et Médine) ».

Voulant dans doute donner des gages aux Israéliens et aux Américains et faire taire éventuellement les critiques sur ce qui constitue au regard du droit international une « agression caractérisée », le monarque saoudien s'est exclamé, en un style décousu, au débit saccadé, sans que ses propos lapidaires n'aient un lien quelconque avec la thématique de son discours : « Que Dieu ait en sa sainte miséricorde les Juifs (...) ».

« Je m'appelle Kamal (terme qui se traduit par plénitude ou perfection), a-t-il assuré, précisant qu'il inscrivait son action dans la fidélité à ses prédécesseurs : Abdel Aziz, Saoud, Faysal, Khaled, Fahd, Abdallah, de même que les deux princes héritiers décédés prématurément Sultan et Nayef », soit la totalité du clan Sideiry qui a gouverné le Royaume pendant cinquante ans, si l'on excepte les rois Abdel Aziz, Saoud et Abdallah.

Le discours sur ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=S4y41nnO5fY&sns=em>

« Le trouble et la confusion constituent la marque de la politique saoudienne au Yémen. Mohamad Ben Nayef, ministre de l'intérieur, est en charge du dossier, mais ignore ce qu'il fait. Lui et les Américains ont fermé l'œil sur les Houthistes pour contrecarrer Al Qaida au Yémen. Il s'est même impliqué avec eux », Dixit Moujtahed.

L'équation désormais est la suivante : Tout soutien accordé par l'Arabie saoudite à une quelconque tribu du Yémen signifie par ricochet un soutien à Al Qaida, dont le fondateur, ne l'oublions pas, est de tout même d'origine yéménite, Oussama Ben Laden. Toutes les tribus ont

fait alliance avec Al Qaida contre les Houthistes». L'Irak est aussi une autre sale affaire pour l'Arabie saoudite.

L'alliance du gouvernement saoudien avec la coalition anti Da'ech l'a placée en confrontation directe avec Da'ech », soutient le gazouilleur.

Ni les États-Unis, la plus ancienne démocratie du Monde contemporain, pas plus que le Royaume Uni, le concepteur de l'« Habeas Corpus », encore moins la France, la « Patrie des droits de l'homme » n'ont jamais émis la moindre critique sur le comportement exorbitant de l'Arabie saoudite, tant dans son rôle d'incubateur du djihadisme planétaire, que pour sa promotion de l'obscurantisme dans la sphère musulmane, que pour son usage inconsidéré de la décapitation en guise de châtiment suprême, que sur la réduction la gente féminine du royaume à la condition de « dépendante ».

Sans illusion sur les capacités militaires du royaume qu'il pratiquent depuis soixante dix ans, les États-Unis ont concédé un viatique à l'allié saoudien par le vote d'une résolution du Conseil de sécurité sous le chapitre VII (Résolution 2216 du 14 avril 2015), davantage dictée par le souci de compenser la décision russe d'autoriser la livraison de missiles S3000 à l'Iran que par la volonté de neutraliser les houthistes dans leur contestation de l'ordre wahhabite.

Se pose la question de la pertinence d'une alliance des « grandes démocraties du bloc atlantiste » avec un pays parmi les plus répressifs et les plus régressifs de la planète pour l'établissement d'une « ceinture verte » à dresser autour de la Chine et la Russie pour contenir leur montée en puissance. Ce filet de sécurité pourra-t-il indéfiniment se tendre sans rompre ? Sans porter gravement atteinte à la crédibilité des « grandes démocraties occidentales »? Sans que celles ci ne se lassent finalement de ce lourd fardeau et ne songent à emprunter un schéma s'inspirant du précédent du Chah d'Iran ?

(CF en additif le manifeste d'un trentaine d'universitaires américains déclarant illégale la guerre saoudienne contre le Yémen)

L'Arabie saoudite : un cheval fou, aux flancs percés, lancés dans une cavalcade éperdue vers l'inconnu

Le Yémen et l'Irak, les deux pays frontaliers de l'Arabie saoudite, ont longtemps constitué les deux balises stratégiques de la défense du Royaume wahhabite, le premier au sud, le second au nord de l'Arabie. C'est dans ces deux pays que l'Arabie saoudite a engagé le combat pour assurer la pérennité de la dynastie wahhabite, à deux reprises au cours des dernières décennies. Le Yémen a servi en effet de champ d'affrontement inter arabe entre Républicains et Monarchistes du temps de la rivalité Nasser-Faysal dans la décennie 1960, et, l'Irak, le théâtre de la confrontation entre le Chiisme révolutionnaire et le sunnisme conservateur du temps de la rivalité Saddam Hussein-Imam Rouhollah Khomeiny dans la décennie 1980.

36 ans après la chute du Chah d'Iran, alors que la révolution islamique iranienne fait acter par ses ennemis occidentaux le droit d'un pays musulman, qui plus est chiite, à accéder au rang du seuil nucléaire sans le consentement occidental, -un camouflet majeur pour les wahhabites-, l'Arabie saoudite, un royaume en plein désarroi, en pleine convulsion (2), accrédite l'image d'un cheval fou, à la bride lâchée, aux flancs percés, lancé dans une cavalcade éperdue en une continuelle fuite en avant, dont l'échec de son expédition punitive au Yémen remettra inmanquablement en question son primat diplomatique sur le Monde arabe et sans doute l'aptitude du leadership saoudien au commandement.

Pour emprunter à la métaphore nautique, l'Arabie saoudite est devenue un « canon libre », c'est-à-dire une puissance aux actions imprévisibles, incontrôlables et dangereuses tant pour elle-même que pour les autres ; un comportement typique des êtres en perte de confiance en eux-mêmes, dont plus personne n'a confiance, quand bien même leur assistance est sollicitée ponctuellement de façon spécifique, à court terme.

En ce printemps 2015, la folle équipée saoudienne au Yémen se présente comme un test décisif de la viabilité de la dynastie wahhabite. Avec en embuscade, l'État Islamique, au Nord en Irak,

et au sud, au Yémen même, Al Qaida qui vient de s'emparer de la base militaire d'Al Moukalla, dans le Hadramaout ; L'Etat Islamique et Al Qaida, ses anciens pupilles, désormais ses deux concurrents les plus directs pour le leadership de la sphère musulmane.

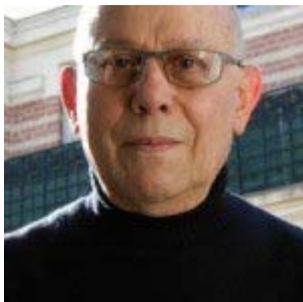
René Naba

Première partie :



Yémen / Arabie Saoudite : Arabie saoudite versus Al Qaida 1/2

René Naba



René Naba : Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Goliath).

RÉFÉRENCES

1- Sur Bahreïn

- <http://www.renenaba.com/golfe-la-revolte-oubliee-du-bahrein/>

2-Sur l'Arabie saoudite

- <http://www.madaniya.info/2015/01/23/arabie-saoudite-un-royaume-en-plein-desarroi-en-pleine-convulsion/>

3- Sur l'Iran et les Chiïtes

- <http://www.madaniya.info/2014/10/10/l-equation-chiite-dans-la-problematique-du-jeu-des-puissances-regionales-et-internationales-1-2/>
- <http://www.madaniya.info/2014/10/12/l-equation-chiite-dans-la-problematique-du-jeu-des-puissances-regionales-et-internationales-2-2/>

4- Sur le Yémen

- <http://www.renenaba.com/la-lutte-pour-le-pouvoir-dans-le-sud-yemen-prosovietique/>

Yemen scholars in the West condemn Saudi Arabia's war

A group of 18 Yemen scholars and experts based in the United States and Britain published an open letter decrying the near month-long Saudi bombing campaign in the country. The letter, whose signatories include academics at Harvard, Oxford and Columbia universities, argued the Saudi-led war

« is illegal under international law » and urged American and British officials to push for a U.N. Security Council resolution « demanding an immediate, unconditional ceasefire. »

According to the United Nations, more than three weeks of Saudi airstrikes and renewed clashes between rival factions on the ground have led to the deaths of some 750 Yemenis and more than 150,000 being forced to flee their homes. There are fears of humanitarian catastrophe. « The targets of the campaign include schools, homes, refugee camps, water systems, grain stores and food industries, » warns the letter. « This has the potential for appalling harm to ordinary Yemenis as almost no food or medicine can enter. »

The Saudi intervention followed the steady collapse of the government of President Abed Rabbo Mansour Hadi, who came to power with Saudi backing in 2012. A rebellion led by the Houthis, a Shiite political movement, seized Yemen's capital Sanaa last year. Hadi fled his sanctuary in the southern city of Aden last month as Houthi forces approached and is now in Riyadh.

A complex, local conflict has been overshadowed by the narrative of a regional proxy war between Saudi and Iranian interests. The Saudis, as well as Hadi, accuse the Houthis of being Iranian puppets. Some analysts say the connection between Tehran and the Houthis has been exaggerated. American officials are believed to be displeased with the Saudi action ; it's not clear quite what the Saudi endgame is now that a sustained military campaign is underway.

All the while, Yemen is unraveling as both a state and a nation, with a host of militias – including al-Qaeda's Yemeni wing– warring over what remains.

The full letter reads as follows :

We write as scholars concerned with Yemen and as residents/nationals of the United Kingdom and the United States. The military attack by Saudi Arabia, backed by the Gulf Cooperation Council states (but not Oman), Egypt, Jordan, Sudan, the UK and above all the US, is into its third week of bombing and blockading Yemen. This military campaign is illegal under international law : None of these states has a case for self-defense. The targets of the campaign include schools, homes, refugee camps, water systems, grain stores and food industries. This has the potential for appalling harm to ordinary Yemenis as almost no food or medicine can enter. Yemen is the poorest country of the Arab world in per capita income, yet rich in cultural plurality and democratic tradition. Rather than contributing to the destruction of the country, the US and UK should support a UN Security Council resolution demanding an immediate, unconditional ceasefire and use their diplomatic influence to strengthen the sovereignty and self-government of Yemen. As specialists we are more than aware of internal divisions within Yemeni society, but we consider that it is for the Yemenis themselves to be allowed to negotiate a political settlement.

- Robert Burrowes, University of Washington
- Steve Caton, Harvard University
- Sheila Carapico, University of Richmond
- Paul Dresch, University of Oxford
- Najam Haidar, Barnard College
- Helen Lackner
- Anne Meneley, Trent University
- Brinkley Messick, Columbia University
- Flagg Miller, University of California-Davis
- Martha Mundy, London School of Economics
- Thanos Petouris, SOAS-University of London
- Lucine Taminian, The American Academic Research Institute in Iraq
- Gabriele vom Bruck, SOAS-University of London
- Lisa Wedeen, University of Chicago
- Shelagh Weir
- John Willis, University of Colorado
- Stacey Philbrick Yadav, Hobart and William Smith Colleges
- Sami Zubaida, Birkbeck College, London

Ishaan Tharoor writes about foreign affairs for The Washington Post. He previously was a senior editor at TIME, based first in Hong Kong and later in New York.

Copyright © 2015 Global Research